AAFEA
Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement

Le journal de l'atelier

Du 11 au 16 décembre 2024 au Lac Rose

ATELIER DE L'ALLIANCE D'AFRIQUE FRANCOPHONE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT (AAFEA) SUR LES DROITS HUMAINS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE



Coalition eau

PRÉSENTATION DE L'ALLIANCE D'AFRIQUE FRANCOPHONE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT (AAFEA)

L'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA) regroupe les collectifs de la société civile du secteur de l'eau et de l'assainissement de 10 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, et Togo. Son objectif principal est de faire en sorte que les droits humains à l'eau et à l'assainissement deviennent une réalité universelle, particulièrement en Afrique francophone. L'AAFEA contribue activement à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'ODD 6, qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et à assurer une gestion durable des ressources en eau. Elle est convaincue que la mobilisation et la structuration des organisations de la société civile sont essentielles pour porter une voix commune et influencer les décideurs. L'initiative a vu le jour en 2008, avec la mise en réseau de collectifs nationaux d'Afrique de l'Ouest et du Centre, soutenus par la Coalition Eau, un collectif d'ONG françaises du secteur de l'eau et de l'assainissement. En 2022, l'AAFEA à Dakar a adopté une stratégie partenariale pour la période 2023-2027, définissant les grandes orientations de l'Alliance pour les cinq prochaines années. Les priorités Droits Humains à l'Eau et à l'Assainissement de cette stratégie incluent : 1. Le renforcement des capacités de l'Alliance et de ses membres. 2. Le plaidoyer de haut niveau, avec une voix forte et crédible des organisations de la société civile (OSC) de la sous-région. 3. Le travail pour faire évoluer le fonctionnement et assurer la bonne gouvernance de l'Alliance. Parmi les actions concrètes, l'AAFEA organise chaque année des ateliers régionaux d'échanges pour renforcer les capacités mutuelles, faire un point sur ses activités et discuter des enjeux de structuration. Chaque année, un thème de renforcement des capacités est identifié et devient le sujet principal de ces rencontres .



AAFEA
Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement



Droits Humains à l'Eau et à l'Assainissement

Où en est l'Afrique Subsaharienne ?

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement demeure un défi majeur dans le monde, particulièrement en Afrique subsaharienne. Malgré des engagements internationaux, tels que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 et les Objectifs de Développement Durable (ODD) depuis 2015, les progrès restent insuffisants pour garantir ces droits fondamentaux à tous.

Selon l'OMS et l'UNICEF (2023), 2,2 milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à un service d'eau potable géré en toute sécurité, et 3,5 milliards manquent d'un accès à des services d'assainissement sûrs. En Afrique subsaharienne, la situation est encore plus préoccupante :

- 31 % de la population n'ont pas accès à des services d'eau potable sûrs, exposant des millions de personnes à des risques sanitaires accrus.
- 17 % de la population pratiquent encore la défécation à l'air libre, un indicateur alarmant du retard en matière d'assainissement.

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé en juillet 2010 l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain fondamental. Pourtant, cette reconnaissance reste insuffisamment mise en œuvre, particulièrement au niveau local en Afrique subsaharienne.

- Des infrastructures insuffisantes, souvent limitées aux zones urbaines.
- Un financement inadéquat pour des projets durables dans les communautés rurales et défavorisées.
- Une gouvernance faible, avec des politiques qui peinent à traduire les engagements en actions concrètes.

Le rôle clé des Organisations de la Société Civile (OSC)

Les OSC jouent un rôle stratégique dans cette lutte, en travaillant à :

- Obtenir une reconnaissance effective du droit à l'eau et à l'assainissement par les États, à la fois sur le plan politique et juridique.
- Plaider pour des politiques inclusives, en mettant l'accent sur les populations les plus marginalisées.
- Superviser la mise en œuvre des engagements au niveau local, garantissant que les ressources allouées parviennent aux communautés qui en ont le plus besoin.

Des progrès possibles grâce à une approche collective

Pour que l'Afrique subsaharienne atteigne les cibles des ODD d'ici 2030, il est impératif d'adopter des approches participatives et de mobiliser davantage de ressources financières et humaines. Les États, les OSC, les partenaires au développement et les communautés doivent conjuguer leurs efforts pour garantir à tous un accès équitable et durable à l'eau et à l'assainissement.

L'accès universel à ces services essentiels n'est pas seulement une question de développement ; c'est une question de dignité humaine.



THÈME CENTRAL DE L'AAFEA EN 2024 :

LE PLAIDOYER POUR LES DROITS HUMAINS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

En 2024, l'AAFEA met l'accent sur le plaidoyer pour l'effectivité des droits humains à l'eau et à l'assainissement, particulièrement en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce thème s'inscrit dans la continuité des actions menées en 2023, où les collectifs ont abordé la question du suivi de l'ODD 6, notamment lors de l'atelier d'échange à Conakry. En 2024, l'objectif principal est de renforcer la reconnaissance et l'application des droits humains à l'eau et à l'assainissement à travers plusieurs leviers, tels que la constitutionnalisation de ce droit, la mobilisation citoyenne, l'engagement parlementaire et l'utilisation des mécanismes juridiques de défense des droits humains. Un élément clé de cette dynamique est le document de plaidoyer produit par l'AAFEA, intitulé « Rendre effectifs les droits humains à l'eau et à l'assainissement et favoriser l'atteinte de l'ODD 6 en Afrique de l'Ouest et du Centre », publié en mai 2024. Le webinaire de lancement de cette publication, organisé le 3 octobre 2024, a également permis de renforcer les messages de plaidoyer au sein des pays membres. Enfin, l'atelier de cette année accordera une attention particulière au plaidoyer en contexte de crise sécuritaire et de transition politique mettant en lumière l'importance de maintenir une pression constante pour l'effectivité de ces droits dans toutes les situations.

AAFEA
Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement

Cérémonie d'Ouverture de l'Atelier de l'AAFEA sur les Droits Humains à l'Eau et à l'Assainissement

OUMAR SÈNE
DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT

“L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT EST UN DROIT HUMAIN...”

Un atelier majeur sur les droits humains à l'eau et à l'assainissement a été officiellement lancé à Dakar, en présence de nombreuses personnalités du secteur de l'hydraulique et de l'assainissement, ainsi que des acteurs de la société civile et des partenaires au développement. Cet événement s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA) pour renforcer le plaidoyer pour l'accès à l'eau.

Présidant la cérémonie en l'absence du ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Dr. Cheikh Tidiane Dieye , le Directeur de l'assainissement a exprimé son grand plaisir de participer à cet atelier essentiel pour la dignité humaine et la santé publique. Selon lui, l'accès à l'eau et à l'assainissement est bien plus qu'un besoin fondamental : il constitue un droit humain universel, reconnu par les Nations Unies en 2010. Cependant, des défis persistent, notamment l'absence d'accès à ces services vitaux pour des millions de personnes à travers le monde.

Des chiffres alarmants ont été évoqués, illustrant la persistance de l'inégalité d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Pour réussir à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et garantir un accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030, il est crucial de changer de paradigme. Cela nécessite une prise de conscience collective et une mobilisation accrue des acteurs politiques, économiques et sociaux. L'intervenant a souligné l'importance d'intégrer les droits à l'eau et à l'assainissement dans les politiques publiques, y compris à travers la révision de la lettre de politique sectorielle, du code de l'assainissement et de la stratégie nationale d'assainissement.



La cérémonie a été l'occasion de réitérer la nécessité de travailler ensemble pour influencer les décisions politiques et promouvoir des solutions durables et inclusives en matière d'eau et d'assainissement.

L'atelier a ainsi été officiellement déclaré ouvert, avec l'espoir que les discussions et les actions qui en découleront permettront d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour le bien-être de toutes les communautés en Afrique.

Atelier de l’Alliance d’Afrique Francophone pour l’Eau et l’Assainissement :

Une mobilisation renforcée pour les droits humains à l’eau et à l’assainissement



SANDRA METAYER
Coordinatrice Coalition Eau

Dans son mot de bienvenue, Sandra Métayer, coordinatrice de la Coalition Eau, a souligné l’importance de la mobilisation des organisations de la société civile pour renforcer la voix des acteurs locaux et dialoguer avec les décideurs sur les enjeux liés à l’accès à l’eau potable et à l’assainissement. “Nous croyons que la mobilisation des organisations de la société civile est essentielle pour faire entendre une voix commune et dialoguer efficacement avec les décideurs”, a-t-elle précisé.
L’atelier vise à approfondir les échanges autour des expériences de plaidoyer menées par les collectifs de l’AAFEA et à définir les prochaines actions communes en matière de droits humains à l’eau et à l’assainissement. Un accent particulier sera mis sur la note de plaidoyer multi-pays de l’AAFEA, qui a été lancée lors du Forum Mondial de l’Eau de Bali en mai 2024. Cette note appelle les gouvernements à intégrer les droits humains à l’eau et à l’assainissement dans leurs politiques publiques pour garantir un accès universel, équitable et durable à ces services essentiels.

Sandra Métayer a déclaré : « L’AAFEA est un réseau informel qui rassemble des collectifs de la société civile d’Afrique de l’Ouest et du Centre, partageant des objectifs communs : structurer le milieu associatif et promouvoir un dialogue continu autour des politiques publiques du secteur de l’eau. »

Elle a souligné que « ces collectifs se battent pour rendre effectifs les droits humains à l’eau et à l’assainissement pour toutes et tous. »

Revenant sur les avancées de l’AAFEA, elle a rappelé que « depuis son lancement, l’Alliance a franchi des étapes importantes, notamment avec la publication de sa première note de plaidoyer. Cette initiative a permis de renforcer la visibilité des actions de la société civile et de sensibiliser les décideurs à la nécessité d’agir pour la réalisation des droits humains à l’eau et à l’assainissement. »

À propos de l’atelier de Dakar, Sandra a précisé : « Cet atelier, soutenu par la Coalition Eau et des financements de l’Agence Française de Développement, ainsi que par le Partenariat Sanitation and Water For All, a pour objectif de définir les priorités pour 2025, de continuer à renforcer la gouvernance de l’Alliance et d’explorer de nouveaux moyens de financement pour soutenir les actions en faveur des droits humains à l’eau et à l’assainissement. »

Elle a également insisté sur l’importance des discussions qui auront lieu : « Les participants auront l’occasion d’échanger sur les événements majeurs à venir, comme la Conférence des Nations Unies sur l’Eau de 2026, et de planifier des actions concrètes pour amplifier l’impact des initiatives de plaidoyer sur le terrain. »

Enfin, elle a tenu à exprimer sa gratitude : « Cet événement a été rendu possible grâce à l’accueil chaleureux du Sénégal, à la collaboration avec la POSCEAS et au soutien logistique du Gret. Je tiens à adresser un remerciement particulier à Alassane pour ses efforts dans la préparation de l’atelier, ainsi qu’aux collectifs pour leur engagement dans la modération des sessions. »
Cet atelier représente une étape clé dans la mobilisation des acteurs de la société civile pour un accès universel, équitable et durable à l’eau potable et à l’assainissement, afin d’assurer que ces droits fondamentaux soient une réalité pour tous les citoyens de la région.

ABDOU AZIZ FAYE
coordonnateur POSCEAS

RENFORCER LES DROITS HUMAINS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT : L'AAFEA EN ACTION



> **L'accès à l'eau potable et à l'assainissement n'est pas une question d'infrastructures seules, mais...**

"L'atelier de l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA), récemment tenu à Dakar, a été un moment clé pour la promotion des droits humains liés à l'eau et à l'assainissement en Afrique de l'Ouest et du Centre. S'inscrivant dans la continuité des travaux de Conakry 2023, cet atelier a permis de structurer des actions de plaidoyer visant à garantir un accès universel et équitable à ces services essentiels, les Objectifs de Développement Durable (ODD) » a soutenu Aziz Faye, coordonnateur de la POSCEAS

L'AAFEA, à travers son document stratégique, met en avant l'Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH) comme levier pour responsabiliser les États et renforcer l'implication citoyenne. Si des progrès sont notés dans certains pays, comme l'Afrique du Sud et le Mali, des défis majeurs demeurent, notamment en matière de financement et de gouvernance.

"En 2024, l'AAFEA a intensifié son plaidoyer, avec une note multi-pays présentée au Forum Mondial de l'Eau à Bali et lors d'un webinaire. Lors de l'atelier de Dakar, les priorités pour 2025 ont été définies : renforcer la transparence, la redevabilité et l'engagement gouvernemental."
A renseigné Aziz Faye, coordonnateur de la POSCEAS

Soutenue par des partenaires tels que l'AFD et la Coalition Eau, l'AAFEA continue de mobiliser les acteurs pour rendre l'accès à l'eau et à l'assainissement une réalité pour tous, contribuant ainsi à un avenir plus juste et durable pour la région.

MALI:
Tabalaba Boureïma
Directeur Exécutif de CN-CIEPA :

“Les transitions politiques, une opportunité pour garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement”



Lors de l’atelier consacré aux droits humains à l’eau et à l’assainissement, M. Tabalaba Boureïma, directeur exécutif de la CN-CIEPA WASH, a animé une session dédiée à la thématique des droits humains en lien avec les contextes de transition politique et crise sécuritaire. Cette intervention s’inscrivait dans le cadre des réflexions sur les défis auxquels les pays en transition, comme le Mali, sont confrontés en matière d’accès à ces droits fondamentaux..

Selon M. Boureïma, l'objectif principal de cette session était d'examiner l'impact des périodes de transition sur l'accès à l'eau et à l'assainissement, tout en identifiant les menaces, les risques et les opportunités qu'elles engendrent. "Les transitions, bien qu'elles comportent des défis, représentent également des opportunités pour revoir les priorités et mettre en place des outils adaptés," a-t-il déclaré.

M. Boureïma a souligné l'importance de considérer ces moments comme des opportunités pour établir des cadres solides en matière d'eau et d’assainissement, tout en tirant des enseignements des expériences des pays stables.

L'atelier a également permis un échange enrichissant entre des pays aux contextes politiques variés. "L'objectif est de favoriser une collaboration où les pays dans une situation stable partagent leurs bonnes pratiques avec ceux en transition," a expliqué M. Boureïma

Interrogé sur la réception attendue de ces recommandations par les autorités, M. Boureïma a exprimé un optimisme mesuré : "Nous défendons l'intérêt public, et nous pensons que les autorités comprendront que garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement, même en temps de transition, est une priorité pour la stabilité et le bien-être des communautés."

Cette session illustre la nécessité d’adopter une approche collaborative et proactive pour garantir des droits humains fondamentaux, même dans des contextes politiques instables.

AAFEA
Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement

Burkina Faso
Les ONG comme piliers du plaidoyer pour l'accès à l'eau et à l'assainissement en période de transition politique

CÉLESTIN POUYA

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT POLITIQUE, PLAIDOYER ET CAMPAGNE DE L'ONG WATERAID
PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL THÉMATIQUE EAU ET ASSAINISSEMENT DU SPONG



Lors de l'atelier de l'AFFEA, Célestin Pouya, directeur du Département politique, plaidoyer et campagne de l'ONG WaterAid, a partagé une riche expérience sur les défis et réussites du plaidoyer pour l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement au Burkina Faso, un pays en pleine transition politique.

Dans son intervention, M. Pouya a souligné que les périodes de transition politique, bien qu'elles puissent apparaître comme des pauses dans le processus démocratique, constituent aussi des opportunités stratégiques pour reconfigurer les priorités des droits humains, notamment l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Face à ces défis, le plaidoyer classique, souvent axé sur des manifestations publiques, a évolué."Nous devons nous considérer non pas comme des acteurs critiques, mais comme des partenaires actifs pour accompagner la réalisation de l'objectif de l'accès universel à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement."
. Il s'agit de prouver notre engagement et de travailler main dans la main pour influencer les politiques et programmes", a affirmé Célestin Pouya.

Au Burkina Faso, les ONG collaborent activement avec les institutions publiques, les partenaires techniques et financiers (PTF) et les autres parties prenantes. Cette approche participative et constructive a permis de positionner les ONG comme des partenaires incontournables dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques, y compris la rédaction de la constitution et la mise en œuvre du référentiel national de développement.

AAFEA
Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement

“L’eau, un droit humain à garantir pour tous”

Benin :
Felix Adegnika, vice-président du CANEA Bénin :



L'Alliance d’Afrique Francophone pour l’Eau et l’Assainissement s'est réunie au Sénégal pour aborder une question cruciale : comment rendre effectifs les droits humains à l'eau et à l'assainissement en Afrique francophone. Lors de cette rencontre, Felix Adegnika, président du CANEA (Cadre de Concertation des Acteurs Non-Etatique pour l’Eau et l’Assainissement du Bénin) , a lancé un appel vibrant à l’action collective des États pour surmonter les défis liés à l'accès à l'eau pour tous.

Selon Felix Adegnika, bien que plusieurs pays affichent des taux élevés d'accès à l'eau – le Sénégal à 98 %, le Togo à 76 % et le Bénin à 78 % – ces chiffres ne reflètent pas la réalité des populations défavorisées. "La prise en compte des principes des droits humains à l’eau reste insuffisante. Tout le monde n’a pas les moyens financiers d’acheter de l’eau", a-t-ildéploré.

Il a souligné que les droits humains exigent qu'une quantité minimale d'eau potable soit garantie, même pour les personnes sans ressources. "Ce sont les plus vulnérables les personnes défavorisées ou ayant des besoins spécifiques qui doivent être au cœur de nos politiques", a-t-il ajouté.

Face aux réticences des États, souvent préoccupés par les implications économiques de ces droits, Felix Adegnika a tenu à rassurer : "L’effectivité des droits humains à l’eau et à l’assainissement ne doit pas effrayer les gouvernements. Elle sera progressive, et les États peuvent commencer par mettre en place des mesures concrètes pour atteindre cet objectif."

Il a également insisté sur l’importance de protéger les personnes en situation de précarité : "On ne peut pas couper l’accès à l’eau à ceux qui n’ont pas les moyens de payer. Tant qu’il restera une seule personne sans accès, nous aurons échoué."

Pour Felix Adegnika, garantir l’accès universel à l’eau est une nécessité morale autant qu’une responsabilité des États : "L’eau, c’est la vie. Assurer cet accès est l’un des services les plus essentiels que les autorités peuvent offrir à leurs concitoyens."

Il a également lancé un appel aux gouvernements africains pour qu’ils adoptent des politiques intégrant des mécanismes d'accès financier et physique à l’eau, en particulier pour les usages domestiques.

Cette édition 2024, organisée à Dakar, marque un moment charnière pour les discussions sur les droits humains à l’eau et à l’assainissement. Alors que les enjeux deviennent de plus en plus pressants, Felix Adegnika a conclu en affirmant : "Les États ne perdront rien à rendre ces droits effectifs. Au contraire, ils gagneront en crédibilité et en valeur en répondant aux besoins fondamentaux de leurs populations."

Avec des engagements renforcés et une collaboration accrue, cette rencontre est un pas important vers la réalisation des droits humains à l’eau en Afrique.

AAFEA
Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement

ATELIER D'ÉCHANGES SUR LE RENFORCEMENT DU FONCTIONNEMENT DE L'AAFEA

UNE DYNAMIQUE POUR UNE GOUVERNANCE DURABLE

Dakar, un carrefour de réflexion pour une Alliance renforcée



C'est à Dakar que les représentants des neufs plateformes nationales de l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA) se sont réunies pour discuter de l'avenir de leur réseau. Cet atelier d'échanges a réaffirmé la nécessité de doter l'AAFEA de bases solides afin de garantir sa durabilité et son efficacité dans un contexte régional marqué par des défis complexes liés à l'eau et à l'assainissement.

Des ambitions collectives pour une gouvernance exemplaire



Emile Atigaku, président du Conseil d'administration du CCEABT(Conseil de concertation pour l'Eau et l'Assainissement de Base auTogo), a souligné les enjeux de cette rencontre : « Après 16 ans d'existence, il est temps pour l'AAFEA de passer d'un cadre informel à une structure plus solide, capable de répondre aux attentes des populations tout en s'adaptant aux réalités économiques actuelles ».
Les discussions ont mis l'accent sur les avantages et inconvénients d'une formalisation du réseau, ainsi que sur la manière d'assurer une mobilisation efficace des ressources tout en renforçant les capacités organisationnelles des membres. Le tout, dans un esprit de continuité et d'innovation.

Une Alliance au service des droits humains à l'eau et à l'assainissement



Au terme des échanges, plusieurs pistes ont été identifiées :
Renforcer la gouvernance interne pour accroitre l'efficacité des interventions;
Développer des stratégies de mobilisation des ressources adaptées aux contraintes économiques actuelles;
Maintenir une dynamique inclusive qui valorise l'apport des différentes plateformes nationales.

une Alliance qui se projette dans le futur



Cet atelier marque un tournant décisif pour l'AAFEA, qui aspire à devenir une référence en matière de gouvernance collaborative dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique francophone.
Parmi les travaux prioritaires la finalisation d'une charte de fonctionnement. Ce document définira les principes et règles de collaboration,les organes de gouvernance,les modalités de prise de décision ainsi que la gestion des ressources financières et la communication.Cet outil stratégique permettra à l'Alliance d'évoluer dans un cadre clair et approuvé par l'ensemble de ses membres

Cérémonie de clôture de l'atelier de l'AAFEA

DR CHEIKH TIDIANE DIEYE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT DU SÉNÉGAL.



> **"EN UNISSANT NOS FORCES, NOUS TRANSFORMONS LES DÉFIS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT EN OPPORTUNITÉS POUR UNE AFRIQUE PROSPÈRE, SOLIDAIRE ET RÉSILIENTE."**

L'atelier de l'alliance d'afrique francophone s'est achevé avec succès, marquant une étape significative dans la coopération régionale en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement. Cet événement a rassemblé des délégations de neuf pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, sous le leadership du Sénégal, pays hôte.

Lors de son allocution de clôture, le ministre Dr Cheikh Tidiane Dieye a salué l'engagement des participants et des partenaires, notamment la Plateforme des Organisations de la Société Civile pour l'Eau et l'Assainissement (POSCEAS) et la Coalition Eau, pour leur mobilisation exemplaire.

Le ministre a mis en lumière la pertinence de cet atelier, qui dépasse les enjeux techniques pour incarner une vision ambitieuse : une Afrique intégrée, solidaire et résiliente. En lien avec la Vision Sénégal 2050, portée par Son Excellence le Président Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, cette initiative illustre une volonté de coopération transfrontalière pour bâtir une prospérité commune.

Les participants ont travaillé sur des sujets stratégiques tels que :

Le plaidoyer en contexte de crise et de transition politique, pour garantir les droits humains à l'eau et à l'assainissement dans des situations complexes ;

Le renforcement de la gouvernance au sein de l'AAFEA, consolidant son rôle de catalyseur de l'intégration régionale dans le secteur de l'eau ;

La mobilisation des ressources, essentielle pour pérenniser les actions au bénéfice des citoyens. Le ministre a insisté sur le rôle crucial de l'AAFEA comme moteur de transformation régionale, rappelant que la collaboration et le suivi des engagements sont les clés du succès.

En accueillant cet atelier, le Sénégal réaffirme son engagement pour l'intégration régionale et continentale, tout en soutenant les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le ministre Dr Cheikh Tidiane Dieye s'est fermement engagé à intensifier le plaidoyer en faveur d'un accès universel à ces services essentiels. Il a souligné l'urgence de mobiliser les ressources, de renforcer la gouvernance et de promouvoir une coopération transfrontalière efficace pour répondre aux besoins croissants des populations africaines. Ce leadership reflète une vision ambitieuse d'une Afrique solidaire et résiliente, où les enjeux liés à l'eau et à l'assainissement deviennent des priorités partagées, intégrées aux politiques nationales et continentales pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le ministre a conclu son discours en déclarant officiellement la clôture de l'atelier, tout en exprimant sa confiance en l'avenir de cette coopération. "L'intégration africaine n'est pas seulement une ambition, mais une réalité en construction pour le bien-être de nos peuples", a-t-il souligné.

Cet atelier marque ainsi un tournant vers une gestion durable et collective des ressources en eau et des défis d'assainissement, renforçant les bases d'une Afrique prospère, unie et souveraine.

Déclaration des collectifs de l'AAFEA pour une concrétisation des droits humains à l'eau et à l'assainissement".

Des inégalités toujours profondes dans l'accès à l'eau et à l'assainissement"

Chers Partenaires,
La crise mondiale de l'eau continue de toucher des millions de personnes, mettant en lumière des inégalités profondes dans l'accès à cette ressource essentielle. Selon le rapport 2023 du Joint Monitoring Program (JMP) de l'OMS et de l'UNICEF, 2,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une eau potable gérée en toute sécurité, et 1,5 milliard ne bénéficient même pas d'un service élémentaire d'eau potable. En Afrique subsaharienne, la situation est particulièrement préoccupante, avec 14 % de la population, principalement des femmes, consacrant plus de 30 minutes par jour à la collecte de l'eau.
Face à ces défis, les Organisations de la Société Civile (OSC) jouent un rôle clé pour défendre le droit à l'eau et à l'assainissement comme droits humains fondamentaux. Dans ce cadre, l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA), qui regroupe des collectifs de 10 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, poursuit son engagement en faveur de l'ODD 6, visant à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement tout en assurant une gestion durable des ressources en eau.



Des ambitions collectives pour une gouvernance exemplaire

L'onzième atelier d'échange de l'AAFEA a récemment été un moment clé pour discuter des stratégies visant à garantir les droits humains à l'eau et à l'assainissement, notamment en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce fut un espace de partage d'expériences et d'identification de solutions adaptées aux réalités locales.

Recommandations clés des Collectifs de l'AAFEA

À l'issue de cet atelier, les collectifs membres de l'AAFEA ont formulé plusieurs recommandations pour les décideurs afin d'assurer la concrétisation des droits humains à l'eau et à l'assainissement :

Formalisation des droits humains à l'eau et à l'assainissement :
Les collectifs recommandent aux États d'intégrer ces droits dans leurs cadres législatifs et de mettre en place des mécanismes de suivi pour garantir leur effectivité. Une Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH) est essentielle pour garantir un accès universel à l'eau et à l'assainissement.

Allouer des financements adaptés et suffisants :
Les États doivent allouer au moins 3 % de leurs budgets nationaux pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et s'assurer que ces financements soient adaptés aux besoins réels des communautés. Il est aussi crucial d'explorer des sources innovantes de financement, telles que les partenariats public-privé et les financements climatiques.

Renforcer la gouvernance et la participation citoyenne :
Il est impératif d'assurer une gouvernance transparente et participative dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Les citoyens, en particulier les usagers, doivent être intégrés dans les processus décisionnels à tous les niveaux, et des plateformes multi-acteurs doivent être mises en place pour assurer une coordination efficace des actions.

L'engagement du Ministre pour porter ces messages à l'international

Dans cette dynamique, les collectifs membres de l'AAFEA expriment l'espoir que Monsieur le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Sénégal, en tant que futur président du Conseil des Ministres Africains en charge de l'eau et de l'assainissement, portera ces messages et recommandations dans les instances africaines et mondiales de décision sur l'eau et l'assainissement.
Les collectifs sont convaincus que ces propositions contribueront à une véritable transformation dans la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest et du Centre, et qu'elles permettront de concrétiser les droits humains à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Les Collectifs Membres de l'AAFEA
CANEA (Bénin)
SPONG (Burkina Faso)
AME (Cameroun)
CN-CIEPA (Mali)
CCOAD (Niger)
CNAPE (République de Guinée)
POSCEAS (Sénégal)
REAT (Tchad)
CCEABT (Togo)











la CNAPE (Coalition Nationale Action Plaidoyer pour l'Eau) a offert des cartables d'atelier aux représentants de différents pays pour renforcer les liens sociaux et immortaliser la rencontre.

AAFEA Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement

Coalition eau

POSCEA Sénégal

Conception et Réalisation: P.COM CONSULTING
Émail : p.comconsulting77@gmail.com